

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2014

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 16 (17 à compter du point 8)

Pouvoir : 3 (2 à compter du point 5)

L'an deux mille quatorze et le vingt huit avril, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur BUISINE Serge

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, GUILBERT Sandrine, LAMBERT Eliane, PALDACCI-UVERNET Antony, RONET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

BESSONE Eric (pouvoir à BUISINE Serge) jusqu'au point 5

LESUEUR Frédéric (pouvoir à DIETRICH WEISS Elisabeth)

UVERNET Gabriel Maire (absent pour les délibérations portant sur les comptes administratifs).

A l'unanimité, M. BUISINE est désigné Président de séance.

Monsieur M. BUISINE expose qu'au début de chaque séance, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Il propose aux membres de l'assemblée délibérante de désigner le secrétaire de séance sans utiliser le vote secret.

A l'unanimité, il est décidé d'utiliser le scrutin public pour la désignation du secrétaire de séance.

A l'unanimité, M. BOISBOURDIN est désigné secrétaire de séance.

Lecture des décisions : aucune

Compte rendu de la séance précédente : après contrôle que tous les membres en ont été destinataires, adopté sans observations

De par les délibérations du Conseil Municipal du 20/01/2014, Monsieur le Maire retire les points 10 « Affectation des résultats 2013-budget annexe de l'assainissement » et 14 « Vote du budget primitif 2014- budget annexe de l'assainissement ».

Monsieur le Maire souhaite répondre aux questions de l'assemblée posées lors de la séance précédente.

Il y a deux contentieux en cours :

- Commune du Thoronet vs Etat, pour absence de reconnaissance du territoire en état de catastrophe naturelle
- Camolèse vs Commune du Thoronet pour un recours contre un permis de construire.

S'agissant des dons, il n'y en a pas eu en tant que tel en 2013 au profit du budget principal, il s'agit de libéralités correspondant à des remboursements à hauteur de 1428,23€, soit un remboursement de 1421,92€ dans le cadre du remboursement par l'U.N.C. du drapeau pour la remise de légion d'honneur de Mme Peyre, et un remboursement de 6,61€ (coop. du Rhône).

1. MODE DE SCRUTIN DE LA DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE (DUREE DU MANDAT)

Vu l'article L 2121-21 du C.G.C.T. ;

Vu l'article L 2121-15 du C.G.C.T. ;

Monsieur Buisine expose aux membres de l'Assemblée délibérante qu'il revient au Conseil Municipal au début de chacune de ses séances de nommer un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaires.

La nomination doit avoir lieu en principe aux bulletins secrets sauf décision à l'unanimité du Conseil.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De désigner désormais le secrétaire de séance du Conseil Municipal du Thoronet selon les modalités du scrutin public.

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération s'appliquera pour la durée du mandat municipal.

Adopté à l'unanimité

2. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2013 – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur Le Maire énonce :

« Mesdames, Messieurs,

Nous allons vous présenter l'ensemble des démarches ayant pour objet le vote du Budget Prévisionnel 2014.

Il s'agit d'un budget de transition préparé uniquement depuis quelques semaines afin de respecter le principe de démocratie.

Le budget 2014 a été conçu en minimisant les recettes et en contraignant les dépenses.

Certains investissements, indispensables, ont été programmés tel que la vidéoprotection, le self-service, la signalétique, le déplacement de la Maison des Jeunes.

Comme nous nous étions engagés lors de la campagne électorale, nous avons veillé à ne pas augmenter les taux d'imposition avec une fiscalité identique aux années précédentes.

De même, il n'est pas prévu le réaliser d'emprunt.

Je tiens à remercier Monsieur BUISINE, Adjoint aux Finances car il s'agit de son premier budget.

De même, j'adresse mes remerciements à Monsieur PATARD, Trésorier, qui a assisté nos agents dans l'élaboration de l'ensemble de ses documents.

Je cède à présent la parole à Monsieur BUISINE ».

M. Serge BUISINE poursuit :

« Monsieur le Maire,

Comme vous l'indiquiez, il s'agit de ma première élaboration financière et j'ai souhaité voir réaliser un budget de rigueur.

Je souhaite donner comme ligne directrice au service de la comptabilité le souci du suivi budgétaire.

Ainsi, malgré un vote par chapitre, l'étude budgétaire a été menée au niveau de l'article.

J'ai engagé une démarche de contrôle de gestion qui permet de visualiser clairement chaque poste et justifier chaque dépense.

Les agents qui ont la maîtrise, notamment de l'outil informatique, vont présenter les grandes lignes de ce budget.

N'hésitez pas à leur poser des questions ».

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et décisions modificatives de l'exercice 2013, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant le compte de gestion dressé par Monsieur PATARD, Trésorier Principal, pour la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

1° **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2013 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De déclarer que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2013, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

Adopté à l'unanimité

3. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2013 – BUDGET EAU

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et décisions modificatives de l'exercice 2013, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant le compte de gestion dressé par Monsieur PATARD, Trésorier Principal, pour la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

1° **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2013 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De déclarer que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2013, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

Adopté à l'unanimité

4. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2013 – BUDGET ASSAINISSEMENT

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et décisions modificatives de l'exercice 2013, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant le compte de gestion dressé par Monsieur PATARD, Trésorier Principal, pour la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

1° **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2013 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De déclarer que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2013, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

Adopté à l'unanimité

Monsieur le maire quitte la salle du conseil municipal à 18h20

5. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013 – BUDGET PRINCIPAL

M. Serge BUISINE, Adjoint aux Finances donne lecture des comptes de l'exercice 2013.

Ce document retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2013.

A ces opérations, il convient d'ajouter les dépenses et les recettes de la gestion 2013 non réalisées à la clôture de l'exercice et qui seront reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	2 169 091.31 €
Recettes de l'exercice	2 557 772.21 €
Solde d'exécution	+ 388 680.90 €

L'exécution du budget 2013 dégage donc un excédent de fonctionnement de **+ 388 680.90 €**.

INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	964 513.80 €
Déficit d'investissement 2012	55 165.98 €
Recettes de l'exercice	943 534.09 €
Solde d'exécution	- 76 145.69 €

L'exécution du budget 2013 dégage un solde d'exécution d'investissement de **- 76 145.69 €**.

Restes à réaliser dépenses	224 527.11 €
Restes à réaliser recettes	60 720.27 €
Solde restes à réaliser	- 163 806.84 €

En tenant compte des restes à réaliser 2013, la section d'investissement ressort en déficit pour **239 952.53 €**

Arrivée de Monsieur Eric BESSONE à 18h50.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2013 du budget principal.

Adopté à l'unanimité

6. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

M. Serge BUISINE, Adjoint aux Finances donne lecture des comptes de l'exercice 2013.

Ce document retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2013.

A ces opérations, il convient d'ajouter les dépenses et les recettes de la gestion 2013 non réalisées à la clôture de l'exercice et qui seront reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	560 215.64 €
Recettes de l'exercice	568151.78 €
Solde d'exécution	7 936.14 €

L'exécution du budget 2013 dégage donc un excédent de fonctionnement de 7 936.14 €.

INVESTISSEMENT

Déficit d'investissement 2012	- 100 817.84 €
Dépenses de l'exercice	337 936.77 €
Recettes de l'exercice	468 212.07 €
Solde d'exécution	29 457.46 €

L'exécution du budget 2013 dégage un solde d'exécution d'investissement de 29 457.46 €.

Reste à réaliser dépenses	3 000.00 €
----------------------------------	-------------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2013 du budget eau.

Adopté à l'unanimité

7. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

M. Serge BUISINE, Adjoint aux Finances donne lecture des comptes de l'exercice 2013.

Ce document retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2013.

A ces opérations, il convient d'ajouter les dépenses et les recettes de la gestion 2013 non réalisées à la clôture de l'exercice et qui seront reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT

Excédent de fonctionnement 2012	37 493.14 €
Dépenses de l'exercice	81 855.46 €
Recettes de l'exercice	102 988.41 €
Solde d'exécution	58 626.09 €

L'exécution du budget 2013 dégage donc un excédent de fonctionnement de 58 626.09 €.

INVESTISSEMENT

Excédent investissement 2012	65 971.07 €
Dépenses de l'exercice	18 778.39 €
Recettes de l'exercice	38 722.00 €
Solde d'exécution	85 914.68 €

L'exécution du budget 2013 dégage un excédent d'investissement de 85 914.68 €.

Restes à réaliser dépenses	11 960.00 €
-----------------------------------	--------------------

L'exécution du budget 2013, dégage un excédent d'investissement en tenant comptes des restes à réaliser 2013 de 73 954.68 €

Monsieur Gabriel UVERNET, Maire, quitte la salle avant le vote,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2013 du budget assainissement.

Adopté à l'unanimité

Monsieur le maire réintègre la salle du conseil municipal à 19h30 et remercie les membres de l'assemblée délibérante pour leur vote.

8. AFFECTATION DES RESULTATS 2013- BUDGET PRINCIPAL

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2013

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2013

Constatant que le compte administratif fait apparaître :
un excédent de fonctionnement de 388 680.90 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de fonctionnement 2013, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2013 Excédent	388 680.90 €
Affectation du résultat 2013 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	240 000,00 €
Report en fonctionnement R 002	148 680, 90 €

Adopté à l'unanimité

9. AFFECTATION DES RESULTATS 2013-BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2013

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2013

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

un excédent de fonctionnement de 7 936,14 €
un excédent d'investissement de 29 457,46 €
un solde des Restes à réaliser de - 3 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de fonctionnement 2013, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2013 Excédent	7 936,14 €
Restes à réaliser	- 3 000,00 €
Affectation du résultat 2013 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	2 478,68 €
Report en exploitation R 002	5 457,46 €

Adopté à l'unanimité

10. VOTE DE LA FISCALITE LOCALE

Vu le Code Général des Impôts, notamment l'article L 1639 A,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 1612-2,

Considérant qu'il convient de fixer le taux des impôts locaux à percevoir au titre de l'année 2014,

Libellés	Bases notifiées 2014	Taux appliqués par décision du conseil municipal	Produit voté par le conseil municipal 2014
Taxe d'habitation	5 415 000	16.37	886 436,00
TFPB	3 302 000	13.30	439 166,00
TFPNB	97 000	77.62	75 291,00
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	208 200	26.75	55 694,00
TOTAL			1 456 587,00

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De maintenir les taux des impôts directs locaux 2014 au niveau des taux votés en 2013 ;

ARTICLE SECOND : De fixer les taux des impôts directs locaux à percevoir au titre de l'année 2014 à :

- 16.37 % : taxe d'habitation ;
- 13.30 % : Taxe sur le foncier bâti ;
- 77.62 % : Taxe sur le foncier non bâti ;
- 26.75 % : Cotisation foncière des entreprises

ARTICLE TROISIEME : D'autoriser le Maire à signer l'état 1259 correspondant.

Adopté à l'unanimité

11. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2014 – BUDGET PRINCIPAL

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2013,

Après avoir procédé à l'affectation des résultats 2013 au budget primitif 2014,

Après examen du projet de budget primitif 2014 qui s'établit comme suit :

Dépenses d'investissement :

Solde d'exécution de la section d'investissement	
Reporté	76 145.69 €
Restes à réaliser :	224 527.11 €
Propositions nouvelles 2014 :	643 973.70 €
Total :	944 646.50 €

Recettes d'investissement :

Restes à réaliser	60 720.27 €
Propositions nouvelles 2014 :	883 926.23 €
Total :	944 646.50 €

Dépenses de fonctionnement :

Propositions nouvelles 2014	2 775 743.86 €
-----------------------------	----------------

Recettes de fonctionnement :

Propositions nouvelles 2014	2 627 062.96 €
Résultat reporté :	148 680.90 €
Total :	2 775 743.86 €

Total Budget : 3 720 390.36 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2014 principal.

Adopté à l'unanimité

12. <u>VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU</u>

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2013,

Après avoir procédé à l'affectation des résultats 2013 au budget primitif 2014,

Après examen du projet de budget primitif 2014 qui s'établit comme suit :

<u>Dépenses d'investissement</u> :	Reste à réaliser :	3 000 €
	Propositions nouvelles 2014 :	206 606.32 €
	Total :	209 606.32 €

<u>Recettes d'investissement</u> :	Propositions nouvelles 2014 :	180 148.86 €
	Solde d'exécution positif	
	Reporté :	29 457.46 €
	Total :	209 606.32 €

Dépenses de fonctionnement : Propositions nouvelles 2014 575 816.15 €

<u>Recettes de fonctionnement</u> :	Propositions nouvelles 2014	570 358.69 €
	Résultat reporté:	5 457.46 €
	Total :	575 816.15 €

Total Budget : **785 422.47 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2014 eau.

Adopté à l'unanimité

13. <u>TRESOR PUBLIC ET AUTORISATION PERMANENTE DE POURSUITE</u>

Considérant les impayés et les difficultés rencontrées pour percevoir les sommes dues, il convient de règlementer la procédure de recouvrement des recettes municipales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : de valider les seuils tels que désignés ci-après, dans le cadre des poursuites en recouvrement des produits communaux (tout budget confondu)

Seuil des produits communaux, toutes créances confondues du débiteur, en Euros T.T.C.	Modalité de poursuite
Dès 10 €	Lettre de rappel
Moins de 30 €	Non valeur après lettre de rappel et mise en demeure de payer
Dès 30 €	Opposition auprès de l'employeur
Dès 130 €	Opposition sur compte bancaire
Dès 500 €	Saisie par voie d'huissier

ARTICLE SECOND : Après constatations des procédures infructueuses du Centre des Finances Publiques, lorsque les titres anciens (+ de 4 ans) n'ont pu être recouverts, les sommes seront admises en non valeur.

Adopté à l'unanimité

14. DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS

Monsieur le Maire rappelle que l'article 1650 du code général des impôts institue dans chaque commune une commission communale des impôts directs présidée par le maire ou par l'adjoint délégué.

Dans les communes de plus de 2000 habitants, la commission est composée de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants.

La durée du mandat des membres de la commission est identique à celle du mandat du conseil municipal.

Conditions à remplir par les commissaires : Les commissaires, hommes ou femmes, doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits à l'un des rôles des impôts directs locaux de la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Conditions touchant à la constitution de la commission : le choix des commissaires doit être effectué de manière à assurer une représentation équitable des personnes respectivement imposées à chacune des taxes directes locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent obligatoirement être domiciliés en dehors de la Commune.

D'autre part, lorsque le territoire de la Commune comporte un ensemble de propriétés boisées de cent hectares au minimum, un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent être propriétaires de bois ou de forêts (à savoir : taillis simples, taillis sous futaie, futaies feuillues, futaies résineuses, futaies mixtes, peupleraies, oseraies) d'une superficie suffisante, et faisant l'objet d'une exploitation régulière.

La nomination des commissaires par le directeur des services fiscaux a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement des conseillers municipaux, soit au maximum avant le 29 Mai 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : pour que cette nomination puisse avoir lieu, de 32 noms dans les conditions suivantes (*se référer aux conditions de l'article 1650 ci-dessous (1)*) :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Alain MARTIN	Corinne DOTTA
Christophe TAXI	Jean-Charles RAINAUD
Philippe LECLERC	Didier CARLETTI
Stéphane PAQUET	Patrick CAMAIL
Eric BESSONE	Jacques PELEPOL
Josiane SIRAUD	Michel JEANDROZ
Danielle BERGEZ	Bernard REVERCHON
Primo DONINI	Frédéric BURGARD
Henri VOISIN	Eric HUE
Jean-Luc ZAMORA	Yann FREGNANI
Stéphane DOTTA	Sylvain GIORDANA
Brigitte LACREUSE	Sabrina PISSY
Sylvie LEBORGNE	Jean-Louis BOYER
Raphaël LECAPLAIN	Guy VIORT
Eric VERGUET	Pierre RAINAUD
Bernard PIQUE	Noëlle TACHOT

Adopté à l'unanimité

15. ELECTION DES DELEGUES AUX COMMUNES FORESTIERES

Entendu que la Commune adhère à l'Association des Communes Forestières du Var – Agence des Politiques Energétiques du Var,

Et

Suite à une nouvelle organisation de l'équipe municipale, conformément à l'article 6 des statuts de cette association, et en application de la circulaire de la Direction Générale des Collectivités Locales du 21 février 2008 définissant le mode de représentation des collectivités à des organismes extérieurs, il est nécessaire de procéder à la désignation des représentants de la Commune,

Et

Après avoir pris connaissance du courrier adressé par l'association des Communes forestières du Var – Agence des Politiques Energétiques du Var,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

OUI l'exposé du Maire.

ARTICLE PREMIER : Désigne en tant que délégués de la Commune à l'association des Communes forestières du Var – Agence des Politiques Energétiques du Var,

- Délégué titulaire : M. ZAMORA Jean-Luc, sur la thématique (forêt ou énergie)
- Délégué suppléant : M. LESUEUR Frédéric, sur la thématique (forêt ou énergie)

ARTICLE SECOND : Soumet la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Sous-Préfet de Draguignan.

Adopté à l'unanimité

16. <u>DESIGNATION DU REPRESENTANT « INGENIERIE DEPARTEMENTALE 83 »</u>
--

Vu la loi n°2010-559 du 28 Mai 2010 pour le développement des Sociétés Publiques Locales.

Vu les articles L 1531-1 et L 1524-5 du Code Général des Collectivités Locales prévoyant le renouvellement des mandataires des Collectivités Locales après chaque élection.

Vu la délibération portant adhésion de la Commune de LE THORONET à la Société Publique Locale « Ingénierie Départementale 83 » dans la mesure où, par l'intermédiaire de cette SPL, la Collectivité peut disposer des Conseils d'Experts qui lui font défaut.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De désigner Gabriel UVERNET représentant la Commune dans les instances de la Société Publique Locale « Ingénierie Départementale 83 »

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir tous les actes et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Par Monsieur LE MAIRE :

- Félicitations adressées au Maire pour sa réélection.
- Lecture courrier de la Communauté de Communes portant sur la démission de M. Eric GARCIA de son mandat de conseiller communautaire, il est donc remplacé par M. Alain SILVA.

Par Madame WEISS :

Cérémonie du 8/05/2014.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h30.

Le secrétaire de séance

M. BOISBOURDIN Philippe